

## 15ème législature

|   |  |   |
|---|--|---|
| <b>Question N° :</b><br>21754   | De <b>M. Claude de Ganay</b> ( Les Républicains - Loiret ) | <b>Question écrite</b>                              |
| <b>Ministère interrogé</b> > Intérieur  |  | <b>Ministère attributaire</b> > Enfance et familles |
| <b>Rubrique</b> > étrangers   | <b>Tête d'analyse</b> > Jeunes majeurs isolés              | <b>Analyse</b> > Jeunes majeurs isolés.             |
| Question publiée au JO le : <b>23/07/2019</b><br>Réponse publiée au JO le : <b>22/12/2020</b> page : <b>9598</b><br>Date de changement d'attribution : <b>04/08/2020</b><br>Date de signalement : <b>20/10/2020</b><br>Date de renouvellement : <b>17/12/2019</b> |  |   |

### Texte de la question

M. Claude de Ganay attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la question préoccupante des jeunes majeurs isolés dans de nombreux départements français. Depuis plusieurs années, la quantité d'arrivées de mineurs non accompagnés (MNA) croît fortement. C'est notamment le cas dans le Loiret, où le nombre de mineurs non accompagnés est passé de 985 en 2017 à 1 325 en 2018. La proposition de loi n° 1081 de Mme Brigitte Bourguignon a récemment été acceptée pour renforcer l'accompagnement de ces jeunes majeurs par la mise en place d'un « contrat d'accès à l'autonomie ». Cependant, celui-ci ne contient pas le caractère obligatoire du précédent contrat jeunes majeurs. En effet, le contrat d'accès à l'autonomie est accessible aux jeunes uniquement « s'ils en font la demande » auprès de leur collectivité et à condition d'avoir été pris en charge par les services de l'ASE « pendant au moins dix-huit mois cumulés dans les vingt-quatre mois précédant l'atteinte de leur majorité ». Or l'étude ELAP menée par l'Institut national d'études démographiques (INED) en 2013, précise que 44 % des jeunes majeurs ont été placés après l'âge de 16 ans, dont 31 % qui ne sont pas des mineurs étrangers non accompagnés et 69 % sont des MNA. Ce contrat exclut donc une très grande part des jeunes majeurs isolés. En effet, une absence de soutien familial et une législation inadaptée entraîne une très grande partie des jeunes majeurs à être livrés à eux-mêmes dès l'âge de 18 ans. Dans le Loiret, 150 mineurs sans papiers ne seront plus pris en charge par le conseil départemental à partir du 31 août 2019. La prise en charge de ces jeunes isolés reviendra alors à l'État. Il souhaite connaître les mesures envisagées par le Gouvernement pour renforcer effectivement l'accompagnement de ces jeunes majeurs isolés vers l'autonomie et les aider à franchir les nombreux obstacles qu'ils seront amenés à rencontrer sur leur parcours d'intégration dans la société.

### Texte de la réponse

Les jeunes ayant bénéficié d'une mesure de placement au sein des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance (ASE) se retrouvent parfois à 18 ans renvoyés, avec un accompagnement inégal, à leurs propres capacités individuelles de s'assumer comme adulte, sans soutien familial. En effet, les modalités d'attribution des « contrats jeunes majeurs » et leur contenu ne sont pas encadrés par la loi. Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, afin d'appuyer les départements dans l'accompagnement qu'ils proposent aux jeunes et de prévenir les sorties de l'ASE sans solution à 18 ans, le Gouvernement propose de les soutenir financièrement, mais également de renforcer la mobilisation des acteurs du droit commun pour mieux accompagner les jeunes dans leurs projets. Ainsi, l'Etat consacre 12 M€ par an sur la période 2019-2022 pour accompagner les

conseils départementaux dans la mise en œuvre de cette mesure qui concerne l'ensemble des jeunes qui leur sont confiés. Les modalités de mise en œuvre de cette mesure, c'est-à-dire le socle de garanties qui doivent être apportées aux jeunes, inclut la mobilisation des dispositifs dits "de droit commun", tels l'accès aux droits, notamment, en matière de santé, de bourses et de logements étudiants. En 2019, le soutien de l'Etat au conseil départemental du Loiret, à ce titre, s'est élevé à 720 000 €. Dans ce département, 304 jeunes confiés à l'ASE sont devenus majeurs en 2019. Le soutien de l'Etat a permis de créer, au sein du conseil départemental, un poste de coordinateur pour les jeunes majeurs sortants de l'ASE, en charge d'évaluer les besoins des jeunes et de définir avec eux des plans d'action partagés, de les accompagner dans leurs démarches et de coordonner les différents acteurs intervenant dans leur parcours. Afin de renforcer encore cet accompagnement, la proposition de loi « Accompagnement des jeunes majeurs vulnérables vers l'autonomie » adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 7 mai 2019 prévoit de le rendre systématique, avec un socle minimal de prestations défini par la loi, pour les jeunes majeurs les plus fragiles. Parallèlement, une instruction du ministère de l'Intérieur en date du 21 septembre 2020 permet l'examen anticipé des demandes de titre de séjour des mineurs étrangers confiés aux services départementaux de l'aide sociale à l'enfance et engagés dans un parcours d'insertion professionnelle. Ces nouvelles dispositions permettront de fluidifier les parcours des anciens mineurs non accompagnés (MNA) devenus jeunes majeurs, dès lors qu'ils remplissent les conditions pour accéder à un titre de séjour et ont vocation à demeurer sur le territoire. Enfin, pour tenir compte de l'impact de la crise sanitaire et de ses conséquences durables pour les personnes les plus vulnérables, l'article 18 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 a demandé aux conseils départementaux de ne pas mettre fin aux prises en charges au titre de l'aide sociale à l'enfance pendant toute la durée de l'état d'urgence sanitaire. Dans la continuité de ces dispositions, la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 mobilise 50 M€ sur le budget de l'Etat pour soutenir l'effort des conseils départementaux en faveur de l'accompagnement des jeunes majeurs sortant de l'aide sociale à l'enfance, dont les anciens MNA. Ces moyens viennent en complément de ceux déjà mobilisés au titre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté précédemment mentionnée.